



# Rapport 2018

sur la situation en matière de  
**développement durable**  
du Département du Nord

Année de référence 2017 

# Tous responsables et exemplaires !



Photo : D. Lampla

« Responsable, motivé et exemplaire, le Département du Nord montre une nouvelle fois son engagement pour le développement durable. Je vous invite à découvrir le rapport 2018 valorisant les actions concrètes mises en œuvre en 2017 pour préserver notre planète. Ensemble, le développement durable devient une réalité ! »

**Patrick Valois**

Vice-président chargé de la Ruralité et de l'Environnement



## La réglementation rend obligatoire l'élaboration du rapport annuel de développement durable et fixe les modalités du contenu :

- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Loi Grenelle 2, a introduit pour les Conseils départementaux l'obligation de présenter un Rapport annuel sur leur situation en matière de développement durable.
- Il est présenté au Rapport d'orientation budgétaire car il constitue un outil d'aide à la décision annuelle pour débattre et planifier des actions qui visent à répondre aux cinq finalités suivantes :
  - la lutte contre le changement climatique ;
  - la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ;
  - la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;
  - l'épanouissement de tous les êtres humains ;
  - une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Le rapport couvre les champs des politiques tournées vers les territoires et les habitants, le fonctionnement interne du Conseil départemental ainsi que les principes de gouvernance mis en place.

## La méthodologie retenue pour son élaboration :

- La 7<sup>e</sup> édition du Rapport annuel de développement durable présente par délégation :
- le bilan de la situation de la collectivité au regard du développement durable à travers des actions menées en 2017 ;
  - les perspectives que le Département entend emprunter dans les mois à venir pour progresser vers davantage de développement durable.

Cette présentation par délégation permet d'appréhender des projets intégrant le développement durable.

Ce rapport est une sélection d'actions illustrant les préoccupations du mandat et répondant aux finalités du développement durable.

## Le développement durable dans les politiques départementales



**p.5** Finances, contrôle de gestion et administration générale

**p.6** Aménagement du territoire

**p.7** Éducation et collèges

**p.8** Insertion

**p.9** Culture

**p.10** Personnes âgées et personnes handicapées

**p.11** Ruralité

**p.12** Environnement

**p.13** Tourisme

**p.14** Ressources humaines

**p.15** Santé, prévention et communication

**p.16** Infrastructures et transport

**p.17** Enfance, famille et jeunesse

**p.18** Relations internationales et relations européennes

**p.19** Habitat, logement et politiques urbaines



À travers la **dématérialisation des documents comptables et financiers** et **l'optimisation de son parc automobile**, l'administration générale du Département répond, à deux enjeux majeurs du développement durable : la diminution du papier et des gaz à effet de serre.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Rendre exemplaire la collectivité
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre
- Poursuivre la dématérialisation

### Chiffres clés

Au 1<sup>er</sup> Janvier 2017,  
le Département compte

**40 véhicules hybrides**

Au 1<sup>er</sup> octobre 2017,  
la flotte départementale compte

**1 096 véhicules légers** dont :

**33,5 %**  
des véhicules du parc émettent moins de 100 g CO<sub>2</sub>/km

**31,3 %**  
émettent entre 100 et 133 gCO<sub>2</sub>/km

**35,2 %**  
émettent entre 133 et 307 gCO<sub>2</sub>/km

**87 %**  
de véhicules diesel

## Vers l'optimisation du parc de véhicules départemental



Photo : istock - Salmagrandigam

Au 1<sup>er</sup> octobre 2017, la flotte départementale compte 1096 véhicules légers.

Afin d'en réduire le coût de gestion, d'optimiser le dimensionnement et de définir les nouveaux budgets d'acquisition de véhicules, une étude a été lancée en février 2017. Celle-ci est menée par un prestataire extérieur spécialisé dans le domaine (EGIDE Conseil).

La première phase consiste à réaliser un diagnostic de la situation actuelle.

Celle-ci repose sur plusieurs analyses :

- la composition de la flotte de véhicules et vétusté du parc ;
- les utilisateurs des véhicules ;
- les affectations de véhicules ;
- le remisage ;
- l'utilisation du pool automobile ;
- etc.

Les résultats de cette étude présenteront un scénario de base et des propositions pour optimiser la flotte départementale.

On peut toutefois noter une baisse de 12 % des véhicules légers.

### Réponse aux finalités du développement durable

✓	Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
✓	Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
	Épanouissement de tous les êtres humains
	Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
✓	Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

### Perspective 2018 :

Optimiser le parc de véhicules départemental et poursuivre la dématérialisation des pièces administratives.

# Aménagement du territoire

Partenaire historique des communes, des intercommunalités et des territoires de projet, le Département du Nord est un acteur essentiel de l'aménagement et du développement territorial. **Il contribue au développement équilibré et durable des territoires** en veillant à la réduction des inégalités et en renforçant l'attractivité et le développement durable des territoires.

En matière d'urbanisme, les procédures en cours ou terminées permettent de vérifier les prévisions en matière d'imperméabilisation des sols et d'alerter sur les conséquences de la périurbanisation.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Renforcer l'attractivité des territoires
- Soutenir des projets structurants intégrant des enjeux de développement durable
- Réduire les inégalités territoriales

### Chiffres clés

**11 000 foyers**

raccordés à la fibre optique (Très-haut-débit) en 2017

**143 projets accompagnés**

dans le cadre des Projets Territoriaux Structurants (PTS) et de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs (ADVB)

**34 196 850 € de subventions accordées**

sur un montant total de travaux de 223 601 990 € (PTS et ADVB)

### Accompagnement du projet de l'écoquartier du Raquet porté par la CA du Douaisis



Photo : Communauté d'agglomération Douaisis

Ce projet d'aménagement durable, situé sur Douai et Sin-le-Noble, vise à construire environ 4 000 logements sur un espace de près de 166 hectares.

Après la réalisation des deux premières phases (construction de logements, aménagement de parcs urbains et horticoles de la place centrale), la CAD est prête pour lancer la 3<sup>e</sup> phase de travaux qui aura pour objectif de traiter et d'aménager le secteur de la friche de la Briqueterie au centre du site, un corridor qui reliera 2 parcs : le Parc Urbain et le Parc Actif ainsi qu'une ferme comprenant des espaces de production agricole et une maison du maraîchage.

Photo : C. Arnoald

### Accompagnement de la mutualisation des projets de rénovation de l'éclairage public en Flandre

Le Syndicat Intercommunal d'Énergie des Communes de Flandres (SIECF) vient d'être **labellisé Territoire à Énergie Positive** pour la Croissance Verte par le Ministère de l'Environnement. Le SIECF est un EPCI chargé de la distribution publique d'électricité et de gaz en Flandre. Ce dernier met en place un important programme de rénovation de l'éclairage public des communes de Flandre.

Pour 2017, il assure la maîtrise d'ouvrage en matière d'éclairage public pour 62 communes de son territoire, qui ont opté pour le transfert de compétence. **Le Département accompagne ce projet à hauteur de 385 057 € au titre des Projets Territoriaux Structurants<sup>1</sup>.**

*1 - Projets Territoriaux Structurants : accompagner des projets qui maillent le territoire de façon cohérente et qui rayonnent à l'échelle de plusieurs communes. Ces projets favorisent l'attractivité, le développement durable et l'équité des territoires.*



Photo : ?

### Lancement du déploiement de la fibre optique

L'aménagement numérique vise une meilleure cohésion territoriale en permettant à chacun d'accéder au Très-haut-Débit, technologie révolutionnant les modes de travail (télétravail, télé-santé, etc.), de gouvernance (e-administration) et les usages (égal accès de chacun aux contenus web, textes, sons, images et vidéos).

### Réponse aux finalités du développement durable

- ✓ Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
- ✓ Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
- ✓ Épanouissement de tous les êtres humains
- ✓ Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
- ✓ Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

### Perspective 2018 :

Accompagnement de 18 Projets Territoriaux Structurants dans le cadre de la programmation 2017-2018, dont le projet de réhabilitation d'une friche commerciale en tiers-lieu à Fourmies dans le cadre du projet Rev3 (3<sup>e</sup> Révolution Industrielle).

# Éducation et Collèges

Le nouveau Projet Educatif Départemental du Collégien (PEDC) vise à mettre en cohérence les actions éducatives avec le projet d'établissement des collèges.

Le Département poursuit par ailleurs sa démarche d'intégration des enjeux et principes du développement durable dans la réhabilitation et la construction des collèges.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Collèges haute qualité environnementale
- Performances énergétiques et fonctionnelles
- Approvisionnement local et circuits courts dans les collèges

### Chiffres clés

**63,5 millions d'euros** d'investissement dans les collèges (hors chiffres éducation)

**202 collèges** publics dont **27 certifiés HQE**

**111 collèges** sur 176 ont initié ou conforté un approvisionnement en produits locaux

**27 collèges** engagés à effectuer au moins 25 % d'approvisionnement local

**296 collèges** demandeurs du PEDC en 2016-2017

**100 %** des collèges connectés au haut débit et raccordés à l'Environnement Numérique de Travail d'ici fin 2017

### Poursuite de la démarche de certification HQE™ pour les collèges neufs



Photo: ?

Certification HQE™ - phase de réalisation en 2017 pour les collèges suivants :

- Desrousseaux à Armentières
- Saint-Exupéry à Steenvoorde

Cette démarche se poursuit actuellement pour les collèges en chantier (Eugène Thomas à Le Quesnoy et Albert Samain à Roubaix) ainsi que pour les collèges Léon Blum à Wavrin et Robert Schuman à Halluin qui seront en chantier très prochainement.

### Le Projet Educatif Départemental du Collégien



Photo: PEDC

Le Projet Educatif Départemental du Collégien permet le financement de projets avec les collégiens. 12 collèges publics et privés affichent clairement une orientation vers des notions de respect de l'environnement et d'éco-citoyenneté.

Les axes proposés pour le PEDC sont :

- 1 • citoyenneté,
- 2 • sport/culture,
- 3 • avenir des collégiens.

Ces axes montrent l'importance accordée au développement durable par les établissements concernés.

### Chantiers de reconstructions de collèges visant à l'amélioration des performances énergétiques et fonctionnelles



Photo: ©Agence Boyeldieu-Dethaene Lille

Poursuite des travaux concernant les collèges de :

- Montaigne à Poix-du-Nord
- Jean Moulin à Wallers

Démarrage des travaux des collèges :

- Salengro à Houplines
- Monod à Pérenchies

Cette démarche se poursuit, actuellement, pour les collèges Van der Meersch à Mouvaux et Chasse Royale à Valenciennes avec l'objectif de performances énergétiques plus élevées, éligibles aux subventions FEDER 2014-2020.

### Réponse aux finalités du développement durable

- ✓ Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
- ✓ Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
- ✓ Épanouissement de tous les êtres humains
- ✓ Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
- ✓ Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

### Perspective 2018 :

Poursuite des chantiers engagés en 2017.

La délégation insertion a fait évoluer l'offre départementale d'insertion dans le cadre d'un appel à projets pluriannuel qui a permis :

- un équilibre territorial des crédits, en phase avec le nombre d'allocataires présents dans les territoires,
- d'apporter des réponses pour l'accompagnement social et l'insertion professionnelle des allocataires du RSA,
- de développer des solutions nouvelles ou expérimentales pour les allocataires,
- de travailler sur la mobilité des publics en difficulté.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Développer les clauses d'insertion professionnelle
- Favoriser le retour à l'emploi des allocataires du RSA
- Insérer des clauses sociales et environnementales dans les marchés publics

### Chiffres clés

#### 150 bénéficiaires

pour les clauses d'insertion départementales en 2016, dont 46 ayant obtenu un CDI ou un contrat en alternance

#### 110 734 foyers allocataires

du RSA à juin 2017, soit une baisse de 2,7 % par rapport à juin 2016

#### 10 000 allocataires du RSA

ont retrouvé le chemin de l'emploi entre décembre 2015 et novembre 2017

#### et 1 769 contrats aidés

sur la même période

#### 772 démarrages Emploi-Formation

depuis le début du dispositif plateformes (septembre 2016 à fin août 2017)

#### Participation des allocataires



Photo : D. Lampia

Le partenariat avec les représentants des allocataires par le biais des forums s'est étoffé. En effet, outre leur participation lors des équipes pluridisciplinaires, ces derniers ont été associés au Pacte territorial d'insertion, via leur contribution en tant que partenaires du Département dans la mise en œuvre des politiques d'insertion. Ils ont également contribué à la réalisation de documents de communication sur le RSA.

#### Développement d'une démarche d'achat socialement responsable



Photo : P. Houzé

Dans le cadre de ses marchés, le Département veille à offrir des perspectives d'insertion professionnelle aux publics éloignés de l'emploi, via la mobilisation de clauses sociales d'insertion. Le Département promeut cette démarche auprès de ses partenaires, notamment dans le cadre du Canal Seine-Nord Europe, du Syndicat mixte très-haut-débit, ainsi que dans le cadre de sa politique d'aménagement (le recours à la clause d'insertion étant un critère d'éligibilité pour les Projets Territoriaux Structurants).

#### Mobilité pour tous



Photo : P. Houzé

L'un des axes de l'appel à projets concernait la levée des obstacles au retour à l'emploi. Des projets pour faciliter la mobilité dans ce cadre ont été soutenus par le Département et notamment des plateformes mobilité. Le Département a activé les « régies Rsa », aides ponctuelles financières versées aux allocataires du RSA pour faire face aux frais de déplacement ou de garde, liés à la reprise d'un emploi ou à un retour en formation.

#### Égalité hommes femmes

L'appel à projets insertion a permis de mettre en œuvre des actions spécifiques pour l'accès des femmes à l'emploi, ou des actions indirectes facilitant l'emploi (travail sur les modes de garde notamment). Par ailleurs, la promotion de la mixité au sein des ateliers chantier d'insertion est un objectif pris en compte dans l'évaluation de leurs actions.



Photo : istock photo

### Réponse aux finalités du développement durable

	Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
✓	Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
✓	Épanouissement de tous les êtres humains
✓	Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
✓	Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

### Perspective 2018 :

Le département poursuivra le développement de sa démarche d'achats socialement responsables en 2018.

En effet, il devrait lancer un vaste marché d'insertion sur tout le territoire départemental, pour des publics très éloignés de l'emploi. Il s'appuie sur l'entretien des espaces verts des collèges départementaux et nécessite la coordination des opérateurs locaux de l'insertion.



La culture fait partie intégrante du développement durable. En menant une politique volontariste ambitieuse, le Département du Nord participe à l'épanouissement de la population nordiste et, par là, au développement durable du territoire départemental.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Encourager l'innovation
- La culture partout et pour tous
- Le développement culturel des territoires ruraux

### Chiffres clés

#### 10 équipements culturels

départementaux répartis sur l'ensemble du territoire

Au 1<sup>er</sup> octobre 2017,

#### 80 000 visiteurs

au MusVerre

#### 317 549 visiteurs

dans les équipements départementaux en 2016

#### 483 acteurs

culturels et

#### 125 musées thématiques

soutenus

### L'Escale à Auby



Photo : Département du Nord

La médiathèque, le service jeunesse et le centre social réunis en un lieu unique coordonnent leurs efforts et proposent à tous les publics une offre culturelle plurielle, des espaces de convivialité et des programmes de formation...

Accompagnée par la Médiathèque départementale, cette réalisation affirme la nécessaire complémentarité des services pour appréhender les cultures d'aujourd'hui et les défis de demain. Il s'agit d'un espace à la croisée d'ambitions culturelles et de préoccupations citoyennes et sociales.

### L'insertion par la création au MusVerre



Photo : C. Ancelet

Les médiateurs du MusVerre, l'Association Interleukin et le Collectif des Réseaux d'Insertion par la Culture (CRIC) de Fourmies s'unissent pour proposer à dix femmes du collectif d'insertion «échanges et créations» de créer un outil d'éveil en lien avec la collection du MusVerre.

Il sera utilisé au musée dans le cadre des activités pour les plus petits mais aussi dans différentes structures telles que crèches, écoles ou hôpitaux.

### Réponse aux finalités du développement durable

✓	Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
	Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
✓	Épanouissement de tous les êtres humains
✓	Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
✓	Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

### Perspective 2018 :

L'opération nationale Musées emportables a eu lieu les 23,24 et 25 janvier 2018, il s'agira de la 7<sup>e</sup> édition.

Le festival Musées emportables est une action menée par Museumexperts et est ouvert à tous les publics. Le but est de visiter un lieu culturel (par exemple les musées départementaux) et d'y réaliser avec son smartphone, un film de moins de trois minutes.

# Personnes âgées et personnes handicapées

Le Département impulse une politique globale de l'autonomie en direction des personnes âgées et personnes en situation de handicap. Il propose des solutions diversifiées pour répondre aux besoins de chaque personne.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Améliorer, dans la proximité, les réponses aux personnes à leurs familles
- Développer un environnement bienveillant pour l'autonomie des personnes âgées et personnes en situation de handicap
- Installer une nouvelle gouvernance pour un pilotage renforcé inscrit dans la proximité

### Chiffres clés

**228 000** personnes en situation de handicap

**562 824** Nordistes ont plus de 60 ans

**636 millions d'euros** consacrés à l'autonomie

**47 326** bénéficiaires des aides du Département, dont :

→ **37 577** bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie

→ **5 341** bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap

→ **2 572** bénéficiaires de l'allocation compensatrice tierce personne

### Le Conseil départemental de citoyenneté à l'autonomie (CDCA) Exemple : Renforcement de la participation citoyenne



Le Conseil départemental de citoyenneté à l'autonomie constitue une instance de démocratie participative instituée par la loi d'adaptation de la société au vieillissement du 29/12/2014 (décret du 07 septembre 2016).

Réunissant des acteurs associatifs et institutionnels, cette assemblée aux pouvoirs consultatifs vise à conforter la participation des usagers aux décisions qui les concernent. Ses travaux viennent ainsi enrichir le contenu des politiques et des projets départementaux, **grâce à l'expertise d'usage des citoyens.**

### Labellisation des Relais autonomie

La labellisation des Centres Locaux d'Information et de Coordination (CLIC) en 16 Relais autonomie a été officiellement lancée le 7 juillet 2017 par Geneviève Mannarino, Vice-présidente du Département chargée de l'Autonomie, pour individualiser et favoriser l'accompagnement personnalisé.

Les CLIC de Valenciennes et de Tourcoing sont les premières structures à bénéficier de cette labellisation. La démarche s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique départementale en faveur de l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées. La mission des Relais autonomie est triple :

- orienter et informer ;
- évaluer les besoins et coordonner les interventions ;
- investir le champ de la prévention.



À l'occasion de la semaine bleue, « Semaine nationale des retraités et des personnes âgées », le Département a soutenu des initiatives en faveur des personnes notamment l'accueil familial pour maintenir l'autonomie en milieu rural.

### Réponse aux finalités du développement durable

Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère

Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources

✓ Épanouissement de tous les êtres humains

✓ Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations

Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

### Perspective 2018 :

#### Dématérialisation du traitement des factures des Services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)

Depuis janvier 2017, la dématérialisation du traitement des factures des SAAD, via la plateforme NordEchanges, permet de limiter les échanges de courriers papier. Dans la continuité de cette démarche, le module EPL (Entrée Pièces Liquidation), dont le but est d'éviter la saisie manuelle des relevés d'heures transmis par les structures sur le logiciel métier, est en cours de test avant déploiement.

Le succès des 1<sup>ères</sup> Assises de l'accueil familial, organisées à Lille le 6 avril dernier, a permis de sensibiliser de nombreux professionnels concernés par les enjeux liés à l'autonomie à ce mode d'accueil innovant. Plus de 400 personnes venues de 40 départements ont répondu à l'appel du Nord.

Innovante, dynamique et connectée au monde urbain, la ruralité d'aujourd'hui est plurielle. Pour accompagner et amplifier le mouvement, le Département continue de soutenir l'élevage et l'approvisionnement local tout en investissant d'autres champs de la ruralité, comme l'habitat, l'éducation, l'autonomie, la culture et l'insertion.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Développer l'approvisionnement local dans la restauration collective
- Développer un Groupement d'Employeur d'Insertion et de Qualification (GEIQ) destiné à la profession agricole
- Mettre en œuvre le Plan Bio 2017-2021

### Chiffres clés

**6 750** exploitations agricoles dont **261** en agriculture biologique

**16** contrats **GEIQ** en cours dont **6** allocataires **RSA**

**700 000 €** de produits locaux commandés par les collèges

**136 350 €** de soutien aux associations agricoles biologiques

**201 650 €** d'accompagnement des agriculteurs en difficulté et actions sociales

### Développement d'un Groupement d'employeur d'insertion et de qualification destiné à la profession agricole



Depuis 2015, le retour à l'emploi des allocataires du RSA est une priorité pour le Département. Dans cette perspective, l'action du Département soutient différents projets agricoles comme le GEIQ des Flandres permettant de mettre en place des parcours d'insertion et de qualification répondant aux problèmes structurels de recrutement en zone rurale (emplois non délocalisables, souvent peu connus et peu pourvus en raison d'un déficit de candidats et de compétences).

Le Département du Nord soutient le projet par une participation financière pluriannuelle de 87 725 € (appel à projets Insertion 2016-2018).

### Engagement dans le Plan Bio 2017-2021



Le Département du Nord s'est engagé dans le plan Bio 2017-2021 aux côtés de la Région Hauts-de-France, de la DRAAF (Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt), des Départements du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Oise et de l'Aisne et des 2 Agences de l'Eau Artois-Picardie et Seine Normandie. Ce plan vise à faire évoluer les pratiques agricoles tout en permettant une plus-value.

Il a pour principaux objectifs de :

- définir une stratégie commune de soutien au développement de l'agriculture biologique ;
- mettre en place la coordination des actions partenaires sur le terrain ;
- articuler les financements publics.

### Développement de l'approvisionnement local dans la restauration collective



Depuis 2015, le Département du Nord développe l'approvisionnement local dans les restaurations collectives des collèges et établissements médico-sociaux. Cela représente **125 000 repas par jour** dont **50 000 pour les collèges**.

Sur les 176 collèges publics du Département en demi-pension, **111 s'approvisionnent localement** à des niveaux pouvant aller jusqu'à 70 %. 37 000 collégiens en bénéficient. 110 collèges se sont inscrits sur le site [approlocal.fr](http://approlocal.fr) et 50 % du chiffre d'affaire des producteurs inscrits sur la plateforme est réalisé par les collèges. En parallèle, le Département du Nord développera l'approvisionnement local dans les établissements médico-sociaux.

### Réponse aux finalités du développement durable

- ✓ Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
- ✓ Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
- ✓ Épanouissement de tous les êtres humains
- ✓ Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
- ✓ Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

### Perspective 2018 :

#### Accueil familial à la ferme

Le Département du Nord développera le dispositif relatif à l'accueil familial de personnes âgées ou handicapées à la ferme en partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Nord - Pas-de-Calais et la Mutualité Sociale Agricole.

Cette activité est développée dans un souci de préservation de l'emploi en zone rurale, de développement de nouveaux services et de réponses adaptées aux personnes âgées.

Un cahier des charges sera élaboré de manière à proposer un accompagnement spécifique tenant compte de la réglementation en vigueur, des exigences du métier d'exploitant agricole et des capacités des candidats.

Territoire pionnier en matière de développement durable, le Nord fourmille d'initiatives originales. Le Département est le premier gestionnaire des milieux naturels pour le Nord.

La gestion des ENS (Espaces Naturels Sensibles) répond aux enjeux de développement durable : gestion et préservation du patrimoine naturel, renforcement de la biodiversité, lutte contre les inondations, ouverture au public, aménagement de sites, chantiers d'insertion, etc.).

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Préserver la biodiversité, protéger les milieux et ressources
- Promouvoir le développement durable
- Valoriser le bois coupé sur les sites départementaux

### Chiffres clés

**3 132 ha** gérés par le Département au titre des ENS

**44 sites** ouverts au public. Plus de 1,4 millions de visiteurs sur les 15 sites majeurs

RDV Nature : **277 sorties / 3 400 participants**

« Offrons la nature aux collégiens » :

**168 animations / 5 040 collégiens**

Nature et Handicap :

**18 structures / 180 animations**

**8 associations** d'insertion réalisent des opérations de gestion des ENS dans le cadre des marchés insertion (+ de 60 personnes en insertion /an)

**1 465 kms** de haies dans le cadre du dispositif départemental en faveur des haies bocagères

#### Scierie mobile



Photo : E. Watteau

Le Département est propriétaire au titre de sa politique ENS du bois de l'Aumône à Faumont et conformément à l'application de l'aménagement forestier, des coupes de chênes rouges doivent être réalisées.

Afin de permettre la valorisation du bois coupé sur les sites et de répondre aux besoins des équipes de gardes départementaux, le Département a lancé un chantier de scierie mobile.

La Société « SCIERIE MOBILE du Loup » a été mandatée pour réaliser le façonnage des grumes de chêne rouge coupées dans le bois de l'Aumône en octobre 2017.

#### Travaux d'aménagement sur le site ornithologique des Cinq Tailles à Thumeries et La Neuville

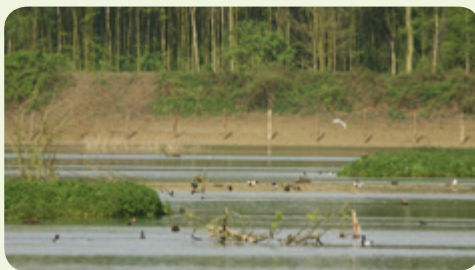


Photo : Département du Nord

La Communauté de Communes Pévèle-Carembault (CCPC) a réalisé en 2017 une Zone d'expansion de crues (Zec) à Drumez, sur les communes d'Attiches et de Mons-en-Pévèle. Dans le cadre d'une négociation avec l'entreprise mandataire du marché de la CCPC, les terres extraites pour le creusement de la ZEC ont été récupérées par le Département. Ceci ayant pour but de créer des îlots de reproduction et des berges sinueuses pour les oiseaux, sur le site ornithologique des Cinq Tailles.

Ce partenariat avec la CCPC et l'entreprise Guintoli a permis de mener des travaux de génie écologique, estimé à 460 000 €, sur un site Natura 2000, grâce à l'association de deux projets contigus géographiquement et menés par deux collectivités partenaires. Dans le cadre du Document d'Objectifs Natura 2000, directive oiseaux et espèces cibles, 6 couples d'Avocettes élégantes ont niché.

#### « Plantons dans la cour du collège »



Photo : C. Arnould

Depuis 15 ans, le Département du Nord, l'Inspection Académique et les Espaces naturels régionaux s'associent autour de l'opération « Plantons dans la cour du collège » afin de permettre aux collégiens du département de leur cadre de vie et d'enrichir la biodiversité dans leur établissement scolaire.

Près de 40 000 arbres et arbustes et 1 200 fruitiers ont ainsi été plantés dans l'enceinte de 254 collèges nordistes.

Pour l'année scolaire 2016-2017 : 44 collèges ont participé à la plantation de 1 533 arbres et 34 fruitiers.

#### Réponse aux finalités du développement durable

- ✓ Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
- ✓ Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
- ✓ Épanouissement de tous les êtres humains
- ✓ Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
- ✓ Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

### Perspective 2018 :

#### Un nouveau Schéma directeur des Espaces Naturels Sensibles

Le nouveau schéma directeur aura pour orientations :

- des unités foncières cohérentes ;
- une mutualisation des compétences en lien avec les territoires ;
- un savoir-faire mieux valorisé ;
- une communication au service des habitants du Nord et des visiteurs.

C'est au travers de différents dispositifs d'accompagnement que la politique touristique du Département participe au développement et à l'attractivité du territoire nordiste selon les principes du développement durable. Ils contribuent notamment à soutenir les Offices de tourisme s'inscrivant dans une démarche de projet d'Office de tourisme du futur ou l'organisation d'éco-manifestations touristiques.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Organiser des éco-manifestations
- Accompagner des projets de développement durable
- Financer des hébergements touristiques durables

### Chiffres clés

**128**  
**hébergements**  
touristiques durables  
soutenus depuis 2008  
(budget de 1 845 000 €)

**70 éco-**  
**manifestations**  
touristiques accompagnées  
depuis 2013 (budget de  
131 710 €)

**3 appels à projets**  
« Office de tourisme du Futur »  
(budget de 47 063 € pour  
soutenir ces projets)

**21 boucles**  
**cyclo-touristiques**  
proposées par Nord Tourisme

**42 cafés rando**  
en Flandre

## Organisation du 17<sup>e</sup> rendez-vous des saveurs et du tourisme en Avesnois d'Aulnoye-Aymeries



Photo : C. Arnould

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de développement touristique durable, le Département du Nord soutient depuis 2013 les manifestations touristiques s'appuyant sur le concept d'éco-manifestation (ou manifestation durable).

À titre d'exemple, le rendez-vous des saveurs et du tourisme en Avesnois d'Aulnoye-Aymeries a bénéficié du soutien du Département en remplissant 10 objectifs de durabilité sur 12 en 2017.

Les organisateurs ont :

- valorisé des produits issus d'une filière locale (plus de 60 % issus de l'Avesnois) et artisanale ;
- travaillé sur l'accessibilité tarifaire de la manifestation (gratuité) et la mise en réseau des moyens intercommunaux ;
- mis en place le tri sélectif et compost sur le site.

### Réponse aux finalités du développement durable

- ✓ Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
- Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
- ✓ Épanouissement de tous les êtres humains
- ✓ Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
- ✓ Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

### Perspective 2018 :

Le touriste et l'habitant sont au cœur de la trajectoire tourisme 2017-2020 adoptée le 22 mai 2017. Deux entrées prioritaires sont proposées :

- les territoires d'intervention recentrés sur l'espace rural ;
- les domaines où une forte évolution est attendue.

L'objectif est de créer des synergies entre les équipements d'accueil (ex. : hébergements, OT, musées, etc.), l'itinérance et les territoires et, ainsi, de favoriser la compétitivité des acteurs du tourisme tout en s'appuyant sur une approche Développement Durable revisitée (TRI et Agenda 21 du Département).

Parallèlement, le Département du Nord termine le cycle des expositions Mes Envies (plus de 6 000 visiteurs accueillis) consacrées à la mise en valeur des territoires nordistes par la Métropole lilloise.

# Ressources humaines

La Délégation Ressources Humaines et Management du Changement accompagne les agents du Département dans une logique de carrière, de parcours professionnel, de développement des compétences et de mieux-être au travail.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Expérimenter le télétravail pour réduire les déplacements
- Promouvoir le bien-être au travail
- Déployer la dématérialisation dans les procédures RH

### Chiffres clés

**23 % des agents**

ont répondu à l'enquête sur les pratiques de déplacements

**80 agents**

expérimentent le télétravail depuis septembre 2017

### Plan Management de la Santé au Travail : Promouvoir le bien-être au travail



Photo : i7

Mise en œuvre du Plan Management de la santé au travail à travers l'axe 4 : « Promouvoir le bien-être au travail » avec le challenge national interentreprises de marche / course à pieds « BeWalk ».

51 équipes de 4 agents ont été constituées pour le challenge avec l'objectif individuel de 10 000 pas par jour.

### Promouvoir l'égalité Femmes – Hommes



Photo : istock-Theodora

Le Département a élaboré un plan d'action destiné à réduire les inégalités professionnelles entre les hommes et les femmes.

Les enjeux à long terme pour le Département sont :

- promouvoir le bien-être au travail pour tous les agents ;
- parvenir à l'égalité professionnelle femmes – hommes en termes de conciliation vie professionnelle / vie privée (respect des temps), de déroulement de carrière, de rémunération, d'évolution des comportements et pratiques des hommes et des femmes, de non-discrimination, etc. ;
- moderniser la gestion de ses ressources humaines et valoriser son image d'employeur.

### Lancement de l'expérimentation de Télétravail



Photo : D. Lampila

Le Département a voté en comité technique du 10 mars 2017 l'expérimentation du télétravail pour 37 métiers. Les enjeux de la mise en place du télétravail sont :

- améliorer la santé et le bien-être des agents au travail en conciliant vie professionnelle et vie privée ;
- limiter les déplacements avec une diminution des temps de trajet et un impact sur la fatigue ressentie ;
- moderniser l'administration et adapter ses systèmes d'information.

Il constitue un facteur d'attractivité de la collectivité pour attirer de nouvelles compétences en son sein.

### Réponse aux finalités du développement durable

✓	Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
✓	Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
✓	Épanouissement de tous les êtres humains
✓	Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
	Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

## Perspective 2018 :

### Déployer la dématérialisation :

- La Direction des Ressources Humaines souhaite étudier les modalités de dématérialisation de plus de 8 000 dossiers individuels d'agents du département.
- Tous les documents justifiant d'un élément de rémunération devront être dématérialisés à compter de janvier 2019 (obligation réglementaire). Le gain en matière de développement durable est estimé à 220 000 pages par an.
- Procédure dématérialisée du contrôle de la paie en mettant à disposition des outils et fichiers informatisés. Actuellement, la paie est vérifiée de façon manuelle et nécessite l'impression des fiches de paie. Le gain en matière de développement durable est évalué à 100 000 pages par an.
- Dématérialisation des entretiens professionnels et intégration des informations liées à une base de données pour :
  - une meilleure prise en compte des compétences des agents tout au long de leur carrière ;
  - une optimisation des plans individuels et collectifs de formation ;
  - une diminution sensible de la consommation de papier. Le gain en matière de développement durable est estimé à environ 75 000 pages.

# Santé, Prévention et Communication

« Mieux vaut prévenir que guérir ». En utilisant cet adage bien connu, le Département du Nord met en place une stratégie de Santé Bien être qui vise à réduire les risques et les inégalités sur le territoire départemental, en faisant de la prévention une priorité.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Promouvoir la santé durable
- Actualiser le Plan santé bien-être
- Réduire les inégalités sociales et territoriales de santé

### Chiffres clés

**924**  
**professionnels**

de santé en territoires dans les Services de Prévention Santé (SPS), à Epicéa et dans les PMI (Protection Maternelle et Infantile)

**2 312 personnes**  
vaccinées en SPS

**28 747**  
**consultations médicales** en centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles, des hépatites virales et du VIH

**2 120 personnes** en situation de vulnérabilité accompagnées individuellement et 7 900 collectivement

### L'accompagnement santé individuel et collectif



Photo : P. Houzé

Les 10 équipes médicosociales des Services de prévention santé accompagnent les personnes vulnérables qu'elles soient bénéficiaires du RSA, jeunes, relevant de l'aide sociale à l'enfance, ou en perte d'autonomie.

### Les centres de santé sexuelle



Photo : C. Arrould

Les Centres gratuits d'information, de diagnostic et de dépistage des infections sexuellement transmissibles, des hépatites virales et du VIH (CeGIDD) ainsi que les centres de planification s'associent afin d'offrir un service au public optimal en matière de santé sexuelle.

### Appel à projets santé dématérialisé

Le Département a fait de sa politique de santé un levier déterminant pour ses politiques, que ce soient celles concernant l'insertion, la protection de l'enfance ou l'autonomie. L'objectif est d'aider à la réalisation de projets innovants, au plus proche des besoins du terrain.

Pour ce faire, l'appel à projets a été dématérialisé afin de rester accessible à partir de n'importe quel poste ayant accès à internet.

### La Direction de la Communication réduit sa consommation de papier



Photo : Département du Nord

Le magazine « Partenaires », édité à 14 000 exemplaires, a été remplacé par une publication numérique.

La nouvelle pagination et périodicité du Nord a permis de réduire de plus de 40 % le besoin de papier pour l'impression.

L'édition des plaquettes, brochures ou flyers, notamment dans le cadre des campagnes de communication, privilégie de plus en plus le numérique.

Les photographies sont de moins en moins imprimées et les cartes de vœux seront dématérialisées cette année.

### Réponse aux finalités du développement durable

	Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
	Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
✓	Épanouissement de tous les êtres humains
✓	Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
	Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

### Perspective 2018 :

#### Actualisation du Plan santé bien-être

#### Les actions :

- tiendront compte des priorités fixées grâce aux diagnostics santé territoriaux,
- intégreront de mieux en mieux le partenariat santé,
- seront davantage centrées sur les publics cibles du Département,
- tiendront compte des évolutions structurelles du Département.

# Infrastructures et Transport

L'administration départementale a lancé à la rentrée 2015 une démarche stratégique appelée TRAJECTOIRE 2020. Cette démarche instaure un programme d'actions de rationalisation et d'efforts économiques. C'est aussi l'occasion d'engager une réflexion dynamique et stratégique de révision des politiques publiques à l'horizon 2020 selon le nouveau cadre fixé par la loi NOTRe. Cette démarche implique une réorganisation profonde de la voirie en central et en territoires avec un impact sur les niveaux de service.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Expérimenter le fauchage avec exportation pour méthanisation
- Poursuivre la démarche de certification route durable
- Développer le réseau cyclable sur l'ensemble du département

### Chiffres clés

**4 500 km** de routes départementales (800 km ont été transférés à la MEL au 1<sup>er</sup> janvier 2017). Depuis 2016, 968 km rénovés

**361 km** de bandes cyclables et 249 km de pistes cyclables sur l'ensemble du département

**9 projets** certifiés ou en cours de certification HQE infrastructure

**Zéro produit** phytosanitaire utilisé pour l'entretien du réseau routier départemental

**57 millions €** d'investissements prévus au budget 2017 pour la voirie.

**28 523,87 €** consacrés à l'expérimentation de fauchage

### RD 643 - Contournement du Cateau-Cambrésis – Certification Route Durable



Le projet de contournement du Cateau-Cambrésis consiste en la réalisation d'une nouvelle voie au nord de la commune du Cateau-Cambrésis sur environ 3,5 km, comprenant une chaussée de 7 m à 2x1 voie. Les travaux ont démarré en 2013.

Les contraintes hydrauliques et environnementales ont été parfaitement intégrées dans la conception du projet :

- réalisation de bassins de stockage et de noue d'infiltration à redent,
- un viaduc de 260 mètres permet de préserver le corridor écologique de la vallée de la Selle.

La totalité du projet a obtenu la certification Route durable en phase programmation le 02/02/2012 et en phase conception le 7/05/2014. Le contournement a été inauguré le 18 novembre 2017.

### Entretien écologique des bassins du Contournement de Cambrai (RD 643) grâce à l'Eco-pâturage



Depuis un an, les ouvrages de tamponnement des eaux du contournement de Cambrai sont entretenus par un pâturage (éco-pastoralisme) de 30 moutons d'Ouessant et 2 ânes.

Cette mission est confiée à un prestataire pour un coût annuel de 14 000 €.

Cette démarche innovante permet de préserver l'écologie et la biodiversité du secteur et constitue une alternative économiquement intéressante à l'entretien mécanique traditionnel.

### Expérimentation de fauchage avec exportation pour méthanisation



Le 30 mai et le 14 juin dernier une expérimentation de fauchage avec exportation pour méthanisation a été effectuée sur 110 km de route dans le secteur de Volckerinckhove.

L'objectif recherché est de vérifier si cette pratique peut être intéressante à la valorisation énergétique (production d'électricité et de chaleur).

Les résultats de cette expérimentation ont été connus en octobre 2017.

### Réponse aux finalités du développement durable

- ✓ Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
- ✓ Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
- ✓ Épanouissement de tous les êtres humains
- ✓ Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
- ✓ Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

### Perspective 2018 :

**Nouveau dispositif partenarial Département - Communes** en matière de développement du cyclable.

Menée en parallèle du renouvellement de la convention avec l'Association Droit au Vélo (ADAV), la réflexion actuelle porte sur :

- l'élaboration d'une carte du réseau cyclable ou à rendre cyclable en intégrant les réseaux de l'ensemble des gestionnaires ;
- l'identification des tronçons de départementales à aménager de manière prioritaire ;
- la réflexion sur un dispositif de co-financement de type appel à projet afin d'accompagner les collectivités dans leur projet ;
- la recherche de financement européen pour réaliser en maîtrise d'ouvrage propre les aménagements les plus structurants.



# Enfance, Famille et Jeunesse

La protection des enfants et l'accompagnement des familles sont une des missions principales du Département. Par une solidarité active, elles permettent de construire la société de demain pour les générations futures.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Agir davantage sur la prévention avec les familles, dans l'intérêt de l'enfant
- Piloter et évaluer la politique au travers d'une gouvernance renouvelée

### Chiffres clés

**36 000**  
naissances par an

**24 %**  
de la population a moins  
de 18 ans et

**80 000** consultations  
protection maternelle  
et infantile par an

**45 Unités**  
territoriales de prévention  
d'action sociale  
pour être au plus près  
des habitants.

Le nombre de mineurs  
non accompagnés  
dans le Département  
du Nord est estimé à  
**1 300**



Photo : C. Arrouald

### Quand la culture nourrit le lien parents-enfants

Depuis un peu plus d'un an, l'Unité Territoriale de Prévention et d'Action Sociale (UTPAS) d'Aulnoye-Le-Quesnoy mène un projet baptisé « Jeux, pars, cours » destiné en priorité aux enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance et à leurs parents. « Jeux, pars, cours » est un ensemble de micro-projets qui mêlent le ludique au culturel.

Ainsi, en plus de ses actions en interne tournées vers la parentalité - « L'île aux enfants » autour des visites parents-enfants ou « La récré des parents » portée par le Service social départemental - elle a décidé de nourrir la relation parents-enfants avec des projets culturels.

La thématique du projet a été influencée par, l'exposition Veni, vidi, ludique présentée par le Forum antique de Bavay de septembre 2015 à janvier 2016.

### Réponse aux finalités du développement durable

	Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
	Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
✓	Épanouissement de tous les êtres humains
✓	Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
	Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

### Perspective 2018 :

Lancement d'un dispositif innovant concernant les mineurs non accompagnés : un appel à des familles d'accueil qui recevront un agrément du Département.

Ces familles seront bénévoles mais le Département leur accordera une indemnité pour frais d'entretien.

# Relations Internationales et Relations Européennes

La délégation Relations Internationales et Européennes est transversale. Elle sublime l'ensemble des politiques départementales sociales et territoriales, en favorisant l'association et l'exploitation des compétences de chaque côté de la frontière pour en faire des leviers de développement, d'attractivité et d'innovation afin d'améliorer la qualité de vie et le bien-être des populations.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Améliorer les conditions de vie et le bien-être des habitants des zones frontalières, en mettant l'accent sur l'inclusion sociale et l'accès à l'emploi
- Promouvoir l'attractivité et l'aménagement durable des territoires, en insistant sur le développement des territoires les plus vulnérables, urbains comme ruraux

### Réponse aux finalités du développement durable

- ✓ Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
- ✓ Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
- ✓ Épanouissement de tous les êtres humains
- ✓ Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
- ✓ Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

## Chiffres clés

Le Département est impliqué dans

**10 projets transfrontaliers**,

représentant une recette de financement européen de près d'1,4 M €

**6 projets**

transfrontaliers dans lesquels le Département est impliqué via les GECT West-Vlaanderen / Flandre Dunkerque-Côte d'Opale et Eurométropole

### Une nouvelle dynamique transfrontalière



Photo : C. Arnould

Après une large concertation, une délibération a été votée en novembre 2017 afin de décliner sur le plan opérationnel la délibération cadre de décembre 2016. Celle-ci vise à renforcer la position du Département du Nord comme moteur et acteur reconnu de la coopération transfrontalière.

Cette dynamique se traduira par des collaborations renforcées avec ses partenaires institutionnels, à la fois français et belges, afin de faire converger leurs positions et d'articuler au mieux leurs interventions respectives pour le développement de l'espace transfrontalier.

Le Département du Nord affirme également le principe d'engager des actions de coopération transfrontalière dans chacun de ses grands domaines d'intervention, allant de simples échanges techniques favorisant une meilleure connaissance réciproque à la participation commune dans des projets transfrontaliers.

### Flandria Rhei



Photo :

La Province de Flandre occidentale et le Département du Nord coordonnent ensemble le portefeuille de projets territoriaux Flandria Rhei. Celui-ci regroupe six projets Interreg transfrontaliers sur le territoire des Flandres franco-belges – MAGETEAUX, ECOSYSTEM, VALYS, VEDETTE, PARTONS 2.0 et TRANSMOBIL - autour des thématiques de la gestion et de la qualité des eaux (lutte contre les inondations et les espèces invasives), de la valorisation des espaces naturels, notamment les dunes, de l'accès aux services au public et de la mobilité en milieu rural.

Par leurs actions diversifiées faisant une large place à l'implication citoyenne, les projets constitutifs de Flandria Rhei contribuent ensemble à améliorer l'environnement et la qualité du cadre de vie des habitants des Flandres franco-belges.

## Perspective 2018 :

### Le microprojet TALATA « Talent pour les langues »

Porté par l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, le microprojet prévoit le jumelage d'établissements scolaires développant l'apprentissage du néerlandais et du français, autour du thème du développement durable.

Plus largement, le Département incitera au développement de jumelages et d'échanges entre établissements scolaires nordistes, belges et anglais.

# Habitat, Logement et Politiques urbaines

La mise en œuvre de la Politique départementale de l'habitat et du logement s'inscrit en accompagnement des politiques obligatoires du Département et ses missions se structurent autour des axes suivants :

- solidarités territoriales avec un appui affirmé aux territoires ruraux dépourvus d'ingénierie et aux secteurs urbains en politique de la ville ;
- solidarités humaines en promouvant une offre de logements de qualité, adaptée et accessible aux publics en situation de fragilité.

## Principaux apports de la délégation en matière de développement durable

- Tendre vers l'achat d'énergies vertes
- Lutter contre la précarité énergétique

### Chiffres clés

**80 primes** innovation financées en 2017, dont 31 financées sur des opérations de très hautes performances thermiques

**704 demandes** reçues pour Nord Energie Solidarité  
654 aides accordées et plus de 1,8 M € engagés par le département

**1 M €** au titre de Nord Energie Solidarité pour la mise en œuvre du dispositif expérimental Nord Energie Solidarité avec 415 dossiers réalisés en 2017

**3,8 M €** engagés au titre de la convention avec Partenord Habitat, en particulier pour accroître l'offre de nouveaux logements et rénover thermiquement une partie du parc la plus énérgivore

**1,4 M €** au titre des dispositifs innovants et appels à projets

### Poursuite de la politique d'achat d'énergie verte



Photo : C. Arnould

Dans le cadre de la poursuite du groupement de commandes d'achat énergétique avec d'autres collectivités dans les domaines du gaz et de l'électricité, il a été décidé un achat de 50 % d'électricité verte, c'est-à-dire issue des énergies renouvelables. Cet objectif a pour but de soutenir les filières de développement d'énergies renouvelables et de baisser le bilan carbone du patrimoine bâti départemental.

### Prime Innovation

Le Département du Nord soutient la création de logements locatifs sociaux en cohérence avec les orientations du Plan Départemental de l'Habitat, en particulier des opérations qualitatives de très hautes performances thermiques présentées par l'ensemble des bailleurs sociaux : Réglementation Thermique 2012 - 20 % à minima, démarche HQE ou équivalent, labellisation NF environnement, etc.



Photo : E. Watteau



Photo : E. Watteau

### Nord Energie Solidarité

Le dispositif permet de financer une partie des travaux réalisés par des propriétaires à faibles revenus (moins de 1,6 RSA), pour améliorer les performances énergétiques de leur habitat, leur sécurité ou la santé des habitants.

L'intervention départementale s'inscrit en cohérence avec des dispositifs existants (ANAH, Région, CARSAT, CAF, EPCI). Elle se situe dans une logique d'intervention préventive et complémentaire des aides à la personne (ménages éligibles aux FSL, à l'ASPA et à l'AAH).

### Relance du marché de maintenance et d'exploitation des installations de Chauffage-Ventilation-Climatisation et équipement des bâtiments départementaux



Photo : P. Houzé

Ce marché qui vise à désigner les exploitants en charge de la maintenance et de l'exploitation des installations de génie climatique des bâtiments dont le Département à la charge, a été élaboré avec l'objectif d'optimiser le fonctionnement et la conduite des installations techniques et de générer des économies de consommations énergétiques au travers notamment :

- de prestations forfaitaires avec intéressement,
- de prestation de conduite, maintenance, entretien et suivi des installations,
- de prestation de travaux ou de renouvellement dans le but de maintenir l'efficacité des matériels et de générer des économies d'énergie.

### Réponse aux finalités du développement durable

- ✓ Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
- ✓ Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
- ✓ Épanouissement de tous les êtres humains
- ✓ Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
- ✓ Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

### Perspective 2018 :

#### Appel à projets Habitat Rural

Dans certains centres bourgs, des enclaves ont pu se créer au sein ou à côté du tissu urbain (friches urbaines issues de la désaffectation de sites industriels, anciens corps de ferme inexploités, etc.).

Les enjeux liés à ces espaces sont importants, car ils sont susceptibles de redynamiser économiquement un centre en diversifiant l'offre en logement (locatif, logement aidé), favorisant la mixité sociale et en développant l'offre de services, l'offre commerciale, etc.

Face au manque de logements sociaux dans les secteurs ruraux, le Département du Nord propose un appel à projets portant sur la transformation d'usage de bâtiments professionnels inexploités en logements sociaux.



lenord.fr

